


<p>ABYMES</p>  <p>CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE</p> <p>Rue du Général Delacroix 97139 ABYMES Tél. : 05 90 20 81 00</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)</p> <p>Marché n°2023-03/CCAS/EHPAD/2023/12/14</p>
--	---

Objet de la Consultation :

**CONSULTATION RELATIVE A LA RECHERCHE D'UN PROGICIEL DE
GESTION DES ABSENCES ET LA PLANIFICATION
DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DES ETABLISSEMENTS
MEDICO-SOCIAUX DU CCAS DES ABYMES**

Consultation selon une procédure ouverte en application des articles R.2124-1, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHÉ	3
II. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
III. ADRESSES DES RÉALISATIONS	3
IV. DURÉE DU MARCHÉ	3
V. DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
VI. MISE EN OEUVRE	4
VII. PRIX DU MARCHÉ	4
7.1 Caractéristiques des prix	4
7.2 Variations dans les prix.....	4
7.3 Présentation de l'offre de prix	4
VIII. LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	4
IX. MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
9.1 Lieu d'exécution	5
9.2 Conditions d'exécution du marché	5
X. AGRÈMENTS / QUALIFICATIONS.....	5
XI. VÉRIFICATION ET ADMISSIONS.....	5
XII. GARANTIE ET MAINTENANCE	6
XIII. DELAIS DE RÉTABLISSEMENT	6
XIV. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES FACTURES	6
15.1 Garantie financière	6
15.2 Avance	6
15.2 Règlement des comptes.....	6
15.3 Modalités de règlement	6
15.4 Présentation des demandes de paiement	6
XV. ASSURANCE - Attestations fiscale et sociale	7
XVI. DROITS ET LANGUE	8
XVII. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ	8
XVIII. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	9
XIX. LITIGES – TRIBUNAL COMPÉTENT	9
XX. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	9

I. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet : « **acquisition d'un progiciel de gestion des absences et de la planification du temps de travail des agents des EMS du CCAS des Abymes (Guadeloupe)** ».

La prestation attendue se décompose en une tranche unique qui concerne :

- L'acquisition d'un progiciel de gestion du temps de travail, des absences et de la planification du temps de travail des agents des EMS (EHPAD et SSIAD)
- L'installation sur les postes
- La prise en main à distance
- La sauvegarde à distance
- Les mises à jour
- La maintenance

II. POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur :

CCAS des Abymes – Rue du Général Delacroix – 97139 Les Abymes (Guadeloupe)

Et le titulaire au sens de l'article 2 du CCAG-TIC entreprise contractante désignée dans l'acte d'engagement.

III. ADRESSES DES RÉALISATIONS

Les réalisations, fournitures et prestations décrites dans le Document de Consultation des Entreprises (DCE) sont à exécuter à l'adresse suivante :

NOM DU SITE / ADRESSE
EHPAD Jérémie JALTON – Rue Marcel Remblière – Dothémare – 97139 LES ABYMES

IV. DURÉE DU MARCHÉ

Acquisition d'un progiciel de gestion du temps de travail pour les Etablissements Médico-Sociaux du CCAS des Abymes se déroulera sur **le premier trimestre 2024**.

Une garantie s'appliquera à compter de la date de levée des réserves (VSR) dès l'installation sur les postes.

Le pouvoir adjudicateur peut dénoncer le marché de maintenance et accès aux supports constructeur en faisant part de sa décision au moins trois mois avant la date anniversaire annuelle du contrat.

V. DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION

La consultation n'est pas allotie mais comporte une tranche unique qui consiste à l'acquisition d'un progiciel de gestion du temps de travail pour le premier trimestre 2024, tel que décrit à l'article 1 du présent CCAP.2

VI. MISE EN OEUVRE

La date de livraison du produit sera à définir par les soumissionnaires en fonction des délais nécessaires à la livraison et à l'installation. Ils fourniront à cet effet un planning.

VII. PRIX DU MARCHÉ

7.1 Caractéristiques des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation (frais de port, déplacements, personnel, ...).

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire

7.2 Variations dans les prix

Les prix sont fermes pour la partie fourniture et installation.

Le prix de la maintenance annuelle est révisable suivant la formule ad'hoc communiquée par le soumissionnaire dans sa réponse.

7.3 Présentation de l'offre de prix

L'offre de prix établie sera transmise selon le cadre de la DPGF fourni dans les pièces du dossier de consultation. Le taux de T.V.A. applicable est de 8,50 %.

VIII. LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- Le formulaire ATTRI1 (Acte d'engagement) et ses éventuelles annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), détenu dans les locaux de la personne publique,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, détenu dans les locaux de la personne publique,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G version 2021) applicable aux marchés publics des Techniques de l'Information et de la Communication - TIC,
- Les bordereaux de prix unitaires,
- La décomposition du prix global forfaitaire (prix unitaires uniquement),
- L'offre technique du candidat,
- Le mémoire technique du candidat,
- Le contrat de maintenance,
- Toutes les normes en vigueur,
- La mise au point éventuelle du marché.

IX. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Lieu d'exécution

Les prestations concernent le site nommé à l'article 3 du présent CCAP et listé au CCTP.

9.2 Conditions d'exécution du marché

Les dispositions d'exécution du présent marché seront conformes aux modalités et conditions précisées dans le dossier de consultation, notamment au regard du présent CCAP et du CCTP joints de leurs annexes.

X. AGRÉMENTS / QUALIFICATIONS

Le titulaire devra transmettre dans son offre ses certificats de qualification ainsi que les agréments du constructeur, requis pour la bonne exécution de la prestation.

En complément de l'article 50.1 du CCAG TIC et par dérogation à l'article 50.2, en cas de perte d'agrément et/ou qualification, le marché pourra être résilié unilatéralement par simple envoi de lettre recommandée avec avis de réception du Pouvoir Adjudicateur.

XI. VERIFICATION ET ADMISSIONS

11.1 Livraison des matériels

Les opérations de vérification des livraisons de matériels sont effectuées par le représentant du groupement de commande conformément aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC.

Les dispositions du CCTP et les éléments portés au mémoire technique serviront de critère de référence dans le cadre de l'admission des matériels et de la qualité de la prestation.

Les bons de livraison signés attesteront de l'installation du progiciel.

Toutefois, la conformité du progiciel pourra être contestée 7 jours après installation par le service informatique du fournisseur.

En cas de non-conformité, le titulaire s'engage, à ses frais, à honorer une remise aux normes tels que définis dans l'offre et selon les prescriptions du présent marché.

11.2 Réception des installations

En conformité avec le CCTP, un procès-verbal de réception sera dressé après tests et vérifications effectuées sur le progiciel installé et de sa fonctionnalité.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Sa signature par les deux parties donnera valeur contractuelle à la réception.

XII. GARANTIE ET MAINTENANCE

La garantie sera au minimum d'une année à compter de la date de levée des réserves (VSR), pour l'ensemble des prestations livrées. Il convient de se reporter également au CCTP pour des dispositions particulières et complémentaires (support constructeur par exemple).

La période de maintenance sera renouvelable dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'article 4 du présent CCAP.

Les conditions d'intervention pour la période de garantie seront les mêmes que celles attendues pour la période de maintenance.

Les conditions d'organisation de la maintenance sont décrites dans le CCTP.

XIII. DELAIS DE RÉTABLISSEMENT

Les délais de rétablissement minimums demandés sont ceux indiqués au CCTP.

XIV. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES FACTURES

15.1 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

15.2 Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

15.2 Règlement des comptes

La facturation devra être réalisée au nom de l'EHPAD Jérémie JALTON et du SSIAD selon des modalités définies.

Les montants du marché concernant les infrastructures seront réglés comme suit :

- ⇒ 50 % à la livraison du matériel
- ⇒ 30 % à la VABF (Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement)
- ⇒ 20 % à la VSR (Vérification du Service Régulier)

Le contrat de maintenance aura une échéance annuelle à échoir.

15.3 Modalités de règlement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours, à compter de la date de réception des demandes de paiement en application de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

15.4 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront transmises (obligatoire) via le portail CHORUS PRO, accompagnées d'un extrait Kbis, d'une fiche INSEE et d'un RIB.

Elles devront, outre les mentions légales, porter les indications suivantes :

- La date et la période de facturation

- Le nom de l'établissement concerné
- Le nom et l'adresse du créancier
- L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée sur l'Attri1
- La référence du service gestionnaire du Titulaire
- Le numéro de la facture
- La référence du marché
- La nature de la prestation facturée
- Le coût unitaire de la prestation (reprenant les items de la DPGF et BPU)
- Le montant total hors TVA
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Les identifiants Chorus, codes et libellés services seront communiqués par le CCAS des Abymes après notification du marché.

XV. ASSURANCE - ATTESTATIONS FISCALE ET SOCIALE

Dans un délai de 8 (huit) jours à compter de la réception de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Chaque année ou à chaque changement de garantie, il devra justifier de sa couverture en adressant la nouvelle attestation au pouvoir adjudicateur. Il ne saurait se soustraire à cette obligation en cas de réclamation par ce dernier.

Dans le cadre de la réglementation en matière de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire doit fournir tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, ainsi que l'ensemble des documents et attestations exigés par le pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le CCAS des Abymes met à votre disposition la plateforme en ligne afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires : [e-Attestations.com](https://e-attestations.com)

L'utilisation d'e-Attestations.com est gratuite et vous permettra d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents demandés par l'acheteur durant l'exécution de vos marchés.

En conséquence, nous vous demandons de prendre toutes les dispositions pour vous enregistrer et déposer les documents obligatoires (art. L-8222-1 du code du travail) afin que votre société soit en conformité :

- L'attestation de vigilance à jour (URSSAF, RSI, MSA...)
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour Pôle Emploi de la Région Hauts de France.
- Tous les autres documents qui pourraient être demandés en complément dont notamment :
 - o Attestations fiscales a jour
 - o Attestations d'assurance responsabilité civile
 - o Justification du contrat d'assurance en responsabilité civile décennale (si besoin)
 - o KBIS
 - o Déclarations sur l'honneur

Si vous rencontrez le moindre problème dans le dépôt des documents sur la plateforme, nous vous invitons à contacter directement le service support en ligne e-Attestations.com (aide et tutoriels).
<https://www.e-attestations.com>

XVI. DROITS ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en langue française uniquement. Auquel cas, une traduction devra être obligatoirement remise.

XVII. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les supports informatiques et documents fournis par le **CCAS des Abymes** au prestataire restent la propriété de la collectivité.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le prestataire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le prestataire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Il s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ⇒ Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ⇒ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ⇒ Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- ⇒ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- ⇒ Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- ⇒ Et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le prestataire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

XVIII. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier ou de modifier le marché, sans que le contractant puisse prétendre à une indemnité, pour l'un ou l'autre des motifs ci-dessous :

- ⇒ Grève du personnel du titulaire ;
- ⇒ Retards liés au dédouanement ;
- ⇒ Faute grave constatée : manquement aux obligations réglementaires, accident grave dû à un
- ⇒ Manquement de contrôle et/ou de vérification ;
- ⇒ Défaut/perte d'agrément constructeur sur un matériel livré en phase d'exécution,
- ⇒ Modifications apportées à la prestation non validées par le pouvoir adjudicateur,
- ⇒ Absence, inadaptation ou insuffisance de moyens mis en œuvre pour la gestion et la réalisation des prestations,
- ⇒ Inexécution ou exécution défectueuse répétée, constatée et notifiée,
- ⇒ Violation de la clause de confidentialité,
- ⇒ Modifications importantes sur les moyens mis en œuvre en ayant des conséquences graves sur l'exécution du marché,
- ⇒ Motif d'intérêt général.

Le titulaire du marché ne percevra aucune indemnité sur la partie non exécutée du marché.

XIX. LITIGES – TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de contestation relative à l'interprétation, la validité ou l'exécution du marché, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. Dans le cadre de cette conciliation, pourra être désigné un expert indépendant, d'un commun accord des parties, en charge d'une tentative de conciliation. Si une telle solution n'a pu être trouvée, les différends seront tranchés par le Tribunal Administratif de Basse-Terre (Guadeloupe).

XX. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Toutes les dispositions du CCAG TIC – version 2021 non contredites par les stipulations du présent CCAP demeurent applicables.